



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SUEZ IDF



Lundi 12 février 2024

## À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

*Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.*

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

### Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

### Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples

dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

### Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres. Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

## **C'est nous qui décidons... de la fin des NAO !**

Vendredi 9 février, à l'appel de la CGT et de FO, une cinquantaine de collègues d'Issoire dans le Puy-de-Dôme se sont mis en grève pour les salaires. La direction estime que les NAO sont terminées, or pour nous, le compte n'y est pas. Ce qu'ils proposent ne compense même pas l'inflation officielle, comme l'année dernière. Nous voyons tous les jours les prix augmenter, au supermarché, à la pompe à essence et l'électricité a pris 10 % le 1<sup>er</sup> février.

La seule solution à l'inflation, c'est la mobilisation ! Syndiqué ou non, discutons de comment nous organiser pour imposer à la direction des salaires décents pour vivre. 400 euros en plus pour tout le monde, c'est ce qu'il nous faut.

## **SOS Fantômes, ou les recrutements fictifs**

Lors de la réunion à Créteil le 8 février, la DRH de Région nous a annoncé que Suez avait recruté plein de monde... Ah bon ? Sur le terrain, ce n'est pas ce qu'on constate, le sous-effectif se fait toujours autant sentir. Selon elle, ce n'est pas la faute des RH... Mais de qui alors, ou de quoi ? L'organisation du travail et les bas salaires, c'est bien Suez qui en est responsable !

## **Justice pour Franck**

Des banderoles, des autocollants, ainsi qu'un bouquet de fleurs, ont été posés sur le site de l'accident. Le même message a été inscrit sur certains sites de la Sevesc, suivi de « Nous serons toujours là pour toi ».

Plus de six mois après la mort au travail de notre collègue, les raisons nous échappent toujours. Et malheureusement, pour le moment, nous n'avons que la douleur et la colère pour combler son absence.

## **Une médecine aux ordres des patrons ?**

Un médecin du travail a été sanctionné d'un an d'interdiction d'exercer, dont six mois avec sursis, par l'Ordre des médecins. En deux ans, il a délivré six certificats d'inaptitude à des salariés d'une entreprise de fabrication de portes blindées. C'est après une plainte du patron, qui s'estimait « lésé », qu'il a été sanctionné sans que l'Ordre ne mène d'enquête sur les conditions de travail dans l'entreprise ni ne fasse d'expertise médicale des salariés. Et ce type de recours n'est pas isolé contre les médecins du travail qui font leur travail. Car le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.

## **RATP : 300 euros pour tous ou pas de J.O.**

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi le siège de la RATP pour réclamer une augmentation de 300 euros

et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires. « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble du 12<sup>e</sup> arrondissement. La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour la période du 5 février au 9 septembre, soit celle des Jeux olympiques... Outre les 300 euros pour tous, la CGT demande une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation.

Des revendications qui ne concernent pas seulement les travailleurs de la RATP !

## **Diviser pour mieux régner et mieux exploiter**

En visite à Mayotte ce week-end, Darmanin y a annoncé la suppression du droit du sol : « Il ne sera plus possible de devenir Français si on n'est pas soi-même enfant de parents français. » Alors que ce département est le plus pauvre de France, que de nombreux habitants vivent dans des bidonvilles, que l'accès à l'eau potable n'y est même pas assuré, les politiciens locaux et le gouvernement français font des migrants venus des autres îles des Comores les boucs-émissaires de la situation. La France a fait de Mayotte son 101<sup>e</sup> département pour préserver ses intérêts dans la région et n'a que faire de la situation des Mahorais. Cette politique de division a semé la haine à Mayotte, avec l'émergence de collectifs anti-migrants. Un aperçu de ce qu'ils tentent de faire aussi dans l'Hexagone, avec leur loi Immigration. La xénophobie est un poison pour la classe ouvrière, ne nous laissons pas diviser.

## **Déni de démocratie au Sénégal**

Alors que le président du Sénégal, Macky Sall, vient d'annoncer le report de l'élection présidentielle prévue le 25 février, les manifestations ont repris pour dénoncer ce coup de force. Vendredi et samedi dernier, elles ont déjà fait au moins trois morts parmi les manifestants. Un appel à une mobilisation générale a été lancé pour mardi 13 février ainsi qu'à une poursuite des manifestations chaque vendredi. Au pouvoir depuis 2012, Macky Sall a fait écarter ses principaux opposants. La condamnation d'Ousmane Sonko, en juin 2023 avait déclenché d'importantes manifestations et la répression fait plus de 23 morts. Le pouvoir sénégalais mais aussi des intérêts français, comme Auchan ou Total, avaient été pris pour cible. La France fait mine de se préoccuper de la démocratie au Sénégal, mais veille surtout à préserver ses intérêts, quel que soit le dirigeant.